

Programme de la journée d'étude de la
**Direction Nationale du Renseignement et des
Enquêtes Douanières**

**Économie parallèle et criminalité organisée
au prisme de la Douane**

Jeudi 25 mai 2023 de 9h30 à 17h00

Bercy – Centre de conférences Pierre Mendès France



9h00 : Enregistrement des participants et accueil café.

9h30 : Ouverture de la journée d'étude par **Gabriel ATTAL**, Ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, chargé des Comptes publics.

Modérateur



Alain ACCO : journaliste freelance, il a fait l'essentiel de sa carrière à Europe 1, dont il a longtemps dirigé le service police-justice avant d'être nommé rédacteur en chef des journaux du matin. Ancien auditeur de l'Institut des Hautes Etudes du Ministère de l'Intérieur (IHEMI) (11e promotion), il est intervenant en communication à l'École nationale de la magistrature, à l'École nationale supérieure de la Police, et à Sciences Po Paris.

Introduction

10h00 :

De la criminalité organisée à la mafia

par **Clotilde CHAMPEYRACHE**



Économiste et criminologue, Clotilde Champeyrache est maîtresse de conférences habilitée à diriger des recherches au Conservatoire national des Arts et Métiers où elle est rattachée au pôle Sécurité – Défense – Renseignement. Elle intervient sur des thématiques liées à la criminologie, à l'économie criminelle et à la lutte contre la criminalité. Ses recherches portent principalement sur la criminalité organisée, avec un intérêt particulier pour les organisations criminelles de type mafieux et sur l'infiltration criminelle de l'économie légale. Elle a notamment publié *La face cachée de l'économie. Néolibéralisme et criminalités* (2019) aux Presses Universitaires de France. Elle travaille actuellement à un nouvel opus, *Economics of Organized Crime : An Original Institutional Approach*, pour l'éditeur Routledge (à paraître 2024).

Table ronde n°1

10h30 - 11h30 :

Criminalité organisée et logistique



Jean-Jacques RICHARD : Responsable de la sûreté de la Présidence chez Elf Aquitaine, il intègre TNT Express France comme directeur de la sûreté et de l'intelligence économique où il bâtit avec ses 54 collaborateurs des stratégies pour enrayer la démarque inconnue mais aussi les vols à main armée dans les dépôts et lors des phases de transport des marchandises. Parallèlement, il est président pendant sept ans de la commission sûreté de l'organisation professionnelle TLF. Il termine

sa carrière chez TNT Express France en qualité de secrétaire général. En 2014, il crée HAXXOM, une société de conseil en sûreté, intelligence économique et gestion de crise. En novembre 2022, Jean-Jacques Richard rejoint le groupe GEODIS en tant que directeur groupe de la sûreté.



Louis JONQUIERE : Directeur de la Générale de Manutention Portuaire (GMP), première société de manutention portuaire française, Louis Jonquière est un acteur majeur du plus grand port à conteneurs de France – HAROPA PORT. Il concentre son expertise sur la valorisation et le développement des activités de GMP tant sur l'axe Seine que sur l'ensemble de l'hinterland français et européen. Membre actif du monde portuaire havrais, il est notamment président du SEGEMO et vice-président du GEMO. En juin 2022, il a été élu président de l'Union Nationale des Industries de la Manutention dans les ports français (UNIM), partageant ainsi son expertise en faveur du développement de l'ensemble de l'activité portuaire française.



Oliver THOUARD : Il rejoint le groupe GEFCO en janvier 2006 en tant que responsable des relations fournisseurs et responsable de la gestion des actifs et du développement de l'activité. Il intègre GEFCO Customs & Tax Corporate en janvier 2012 et prend les fonctions de directeur Douane et Représentation Fiscale. En avril 2020, Olivier Thouard devient directeur des affaires douanières adjoint chez Bolloré Transport & Logistics. Depuis novembre 2017, il préside deux groupes de travail Brexit et en octobre 2019, il est élu président de la nouvelle commission des affaires européennes et internationales de TLF Overseas. En parallèle, il a pris part aux groupes de travail "The future of customs in the EU 2040" organisés par le Joint Research Center de la Commission européenne. En février 2020, il est élu vice-président du Customs and Indirect Taxation Institute (CITI) pour le CLECAT à Bruxelles et co-préside le groupe de travail britannique Intermediaries Task Force Group (ITFG) visant à fluidifier la frontière en le Royaume-Uni les différents Etats membres concernés.



Cédric ROSEMONT : Diplômé de l'UPSITECH (Electronique et technologies) en 2003, il a piloté des projets pour Airbus pendant 6 ans avant de prendre la direction d'agence d'une entreprise de services numériques : Consort NT. En 2012, il obtient un MBA en conseil et management et prend la direction de l'innovation et de la transformation digitale au sein du Comité exécutif. Il y crée l'offre IoT et IA. En 2016, il prend la direction d'Axible Technologies et recrée une équipe tournée vers l'innovation qui développera le premier tracker de bagage fonctionnant à l'international sur réseaux bas-débit (LVMH). En 2018, il fonde Next4 afin de porter son savoir-faire sur le marché de la supply chain et notamment le marché des containers maritimes. En 2021, il cède Next4 à l'entreprise Traxens dont il est actuellement le PDG.

Table ronde n°2

11h30 - 12h30 :

E-commerce et fraude douanière



Sébastien JEANNARD : Titulaire d'un doctorat en droit, Sébastien Jeannard a été adjoint au sous-directeur de la législation et de la qualité du droit au secrétariat général du gouvernement de 2014 à 2019. Durant cette même période, il a notamment occupé les fonctions de secrétaire général de la Commission supérieure de codification et de représentant du gouvernement français au comité de la politique réglementaire de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE). En septembre 2019, il a été nommé sous-directeur des affaires juridiques générales et du contentieux au secrétariat général du ministère de la Justice, avant de devenir maître des requêtes en service extraordinaire au Conseil d'État où il exerce depuis 2021 les fonctions de juge de cassation et de conseiller du gouvernement. En parallèle, Sébastien Jeannard est l'auteur d'articles dédiés au droit douanier qu'il enseigne au centre universitaire de Laval.



Ernesto BIANCHI : Ernesto Bianchi a débuté sa carrière à la Commission européenne, tout d'abord à la direction générale de l'emploi et des affaires sociales puis à la direction générale de la presse et de la communication. En 2004, il devient chef de l'unité "Personnel, logistique et systèmes informatiques" à la direction générale de la justice, de la liberté et de la sécurité. Il occupe successivement les postes de chef de l'unité Citoyenneté et droits fondamentaux et chef de l'unité Droits fondamentaux et droits de l'enfant. De 2011 à 2015, il exerce comme chef d'unité Politique commune de la pêche et aquaculture à la direction générale des affaires maritimes et de la pêche. Il est devenu directeur de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), responsable de la direction chargée de la fraude commerciale et douanière, du tabac et des produits de contrefaçon, ainsi que des fonds agricoles et structurels. Il supervise actuellement la direction des recettes et opérations internationales, enquêtes et stratégies.



Frédéric BAAB : magistrat français, il rejoint en 2001 le ministère de la Justice, où il assure le suivi des négociations européennes en matière pénale. Magistrat de liaison à Berlin à partir de 2003, il a été nommé en 2007 conseiller « justice pénale » à la Représentation permanente de la France à Bruxelles. Durant la présidence française de l'Union européenne en 2008, il a présidé les groupes de travail du Conseil chargés respectivement de la coopération judiciaire pénale et du droit pénal matériel. Frédéric Baab a exercé ensuite les fonctions de Président du Tribunal de grande instance de Dunkerque de 2010 à 2013 avant de rejoindre le cabinet de la ministre de la Justice en qualité de conseiller diplomatique jusqu'en juillet 2014, période durant laquelle il a participé à la création d'un parquet européen indépendant et collégial. Nommé Membre national français à Eurojust en 2014, il a été élu en 2017 président du groupe contreterrorisme au sein de cette agence. Il a participé dans ce cadre à la mise en

place du registre judiciaire européen antiterroriste qui est entré en service le 1^{er} septembre 2019. Après avoir rejoint l'Inspection générale de la Justice en septembre 2019, Frédéric Baab a participé, conjointement avec l'Inspection générale des finances, à une mission d'évaluation de la loi « Sapin 2 » sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique. Il exerce les fonctions de Procureur européen depuis le 27 juillet 2020.



Jonathan HOLSLAG : professeur à l'Université libre de Bruxelles, il enseigne l'histoire diplomatique et la politique internationale. Il donne également des conférences sur la géopolitique dans diverses académies de défense en Europe et au Collège de Défense de l'OTAN. De 2015 à 2020, Jonathan Holslag a été conseiller spécial du premier vice-président de la Commission européenne. Il a également été chercheur invité à l'Institut Nobel, boursier Rockefeller et secrétaire Benelux de la Commission trilatérale. Jonathan Holslag est officier de réserve dans les forces armées belges.

Pause

12h30 - 14h00 :

Déjeuner – buffet

Table ronde n°3

14h00 - 15h00 :

Blanchiment douanier : du marché de l'art à la crypto monnaie



Olivier CHRISTEN : auditeur de justice en 1997 à l'école nationale de la magistrature, il débute sa carrière de magistrat en qualité de juge d'instruction au tribunal de grande instance de Pontoise à partir de 1999. En 2002, il est nommé une première fois à la direction des affaires criminelles et des grâces (DACG) en tant que rédacteur au bureau de la législation pénale générale (BLPG) puis au bureau de lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme et le blanchiment (BULCO). De 2004 à 2007, Olivier Christen est détaché en qualité de chef du département de l'activité normative au Secrétariat général du Gouvernement. Il occupe ensuite les fonctions de vice-président chargé de l'instruction, puis de secrétaire général au tribunal de grande instance de Bobigny jusqu'en 2010. Il rejoint alors le parquet de Paris comme vice-procureur de la République, chef de la section antiterroriste. Olivier Christen revient, en 2014, à la DACG en qualité de sous-directeur de la justice pénale spécialisée. En 2016, il est nommé à Mâtignon en tant que conseiller Justice avant d'être nommé, en 2017, procureur de la République adjoint du tribunal de grande instance de Paris jusqu'en 2019. Il est ensuite directeur adjoint du cabinet de Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la Justice, jusqu'en juillet 2020. Olivier Christen a été nommé directeur des affaires criminelles et des grâces lors du conseil des ministres du 9 septembre 2020.



Arnaud OSEREDCZUK : président de section à la Cour des comptes, il coordonne les enquêtes relatives aux politiques de solidarité au sein de la cinquième chambre (politiques sociales). Il a dirigé le service de la surveillance des marchés au sein de l'Autorité des marchés financiers et été directeur de la gestion d'actifs et des marchés de cette même autorité. Il a été conseiller à la présidence de la République dans le domaine du financement de l'économie et de la politique monétaire. Il a également occupé la fonction d'administrateur général des musées d'Orsay et de l'Orangerie. En juin 2022, il a été chargé par la ministre de la culture, avec deux autres personnalités, de rendre un rapport sur les possibilités de sécuriser davantage les acquisitions des musées nationaux, au regard du risque d'acquisition de biens culturels de provenance illicite. Arnaud Oseredczuk est membre du Collège de l'Autorité des marchés financiers et du Comité de déontologie du ministère de la Culture.



Jean-Loup RICHEL : spécialiste de la cybersécurité, il est maître de conférences et codirecteur de la Chaire Risques à l'IAE de Paris I Panthéon-Sorbonne. Expert accrédité en cybercriminalité par Europol et la Gendarmerie nationale, il a rédigé de nombreuses études pour l'ONU DC, Europol, ITU et la Commission européenne. Le travail de Jean-Loup Richet explore les frontières de la cybercriminalité et de la cybersécurité, en se concentrant sur les tendances du blanchiment d'argent en ligne ou les nouvelles fraudes rendues possibles par l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique. Il a publié de nombreux articles dans des revues professionnelles et académiques. Jean-Loup Richet a reçu plusieurs prix dont l'ITU Fellowship, le prix d'innovation et de recherche du MESR et le prix de recherche Robert Reix de l'Association Information & Management.



Violaine CLERC : secrétaire exécutive du groupe d'action financière (GAFI) depuis le 1^{er} juin 2022, elle est chargée de diriger un secrétariat qui s'efforce de rassembler l'expertise du monde entier pour lutter contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Violaine Clerc. Elle travaille en étroite collaboration avec les 39 membres du GAFI et les neuf organismes régionaux de type GAFI, constituant le réseau mondial du GAFI, qui compte plus de 200 pays et juridictions. Elle travaille également avec d'autres organismes internationaux, notamment le FMI, la Banque mondiale, les Nations Unies, le Groupe Egmont et le G20. Depuis 2016, le GAFI est présent aux réunions des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G20, où le secrétaire exécutif du GAFI, en tant que député du G20, soutient le président pour le groupe de travail.

Table ronde n°4

15h00 - 16h00

Évolution des réseaux d'importation et de distribution des stupéfiants



Stéphanie CHERBONNIER : contrôleure générale de la police nationale, elle dirige l'office antistupéfiants (OFAST) depuis le 1^{er} janvier 2020. Elle a été chargée à compter de septembre 2019 de préfigurer la réforme de ce service à compétence nationale, pour en faire le chef de file de la lutte contre les trafics de stupéfiants. Elle a précédemment dirigé plusieurs services de la direction centrale de la police judiciaire dont deux offices centraux spécialisés dans la criminalité financière. Elle s'y est spécialisée dans la lutte contre la corruption et la criminalité financière de haut niveau, notamment le blanchiment de trafic de stupéfiants et la saisie des avoirs financiers des organisations criminelles. Son expertise de la procédure pénale et de l'enquête judiciaire l'ont conduite au poste de conseiller judiciaire du directeur général de la police nationale, fonctions dans le cadre desquelles elle a participé à la préparation de nombreux projets de textes, notamment post-attentats. Directrice de l'OFAST depuis 2020, elle porte la politique publique de lutte contre les trafics de stupéfiants en coordonnant l'action de l'ensemble des acteurs entre eux.



Burkhard MÜHL : Chef du centre européen de la criminalité économique et financière (EFECC) d'Europol depuis 2020, il a exercé diverses fonctions d'enquêteur financier dans le domaine de la lutte contre le blanchiment et le crime organisé au ministère de l'Intérieur autrichien et au bureau national de recouvrement des avoirs. Il a notamment dirigé le bureau des avoirs criminels d'Europol avant de prendre la tête du département des affaires et de la coordination européenne au ministère autrichien de l'Intérieur. Burkhard Mühl est membre de la délégation autrichienne auprès de la taskforce action financière du GAFI, membre fondateur du groupe Egmont, forum d'échange opérationnel pour les cellules de renseignement financier, et de CARIN, réseau d'experts du recouvrement d'avoirs. Il a présidé les groupes de travail « application de la loi » du Conseil lors des présidences autrichiennes du Conseil en 2006 et 2018 et été membre de la délégation autrichienne auprès du Comité permanent de coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure (COSI) de 2017 à 2020.



Jeroen ENGELBERTS : Jeroen Engelberts est directeur adjoint des affaires internationales de la douane néerlandaise. Il a occupé plusieurs fonctions au ministère néerlandais des finances, parmi lesquelles conseiller politique aux affaires européennes et banques multilatérales de 1999 à 2005, attaché budgétaire auprès de la représentation permanente des Pays-Bas à Bruxelles de 2005 à 2008, conseiller senior pour la politique budgétaire et pour

l'administration fiscale et chef adjoint du département en charge des agences et fonds européens. Il a rejoint l'administration des douanes en 2015 en qualité de responsable du département de la planification, du contrôle et du rapport. Il a occupé les fonctions de directeur opérationnel adjoint en 2018-2019 avant de prendre les fonctions de directeur adjoint des affaires internationales.



Ricardo TREVINO : Ricardo Treviño Chapa est secrétaire général adjoint de l'organisation mondiale des douanes (OMD) depuis 2018. Riche d'une carrière de plus de vingt ans dans le secteur public, il a exercé les fonctions de directeur général du recouvrement des recettes et directeur général de l'institut de sécurité social du gouvernement de l'État mexicain. En 2013, il a été nommé administrateur général de l'évaluation et des affaires internes de l'administration fiscale fédérale. En 2015, il a été nommé administrateur général des douanes mexicaines. Pendant son mandat, il a promu la dématérialisation des procédures, la coopération avec les administrations douanières des pays partenaires et le renforcement du système d'alerte mexicaine grâce à la mise en œuvre de technologies et de l'analyse des données. Il a également assuré la vice-présidence de l'OMD pour la région des Amériques et des Caraïbes et coordonné le premier plan stratégique régional pour promouvoir les outils de l'OMD.

Conclusion

16h00 - 16h30 :

La place de la DNRED dans la lutte contre la criminalité organisée

par **Florian COLAS**,
Directeur National du Renseignement et des Enquêtes Douanières

16h30 - 17h00 :

Clôture de la journée d'étude

par **Isabelle BRAUN-LEMAIRE**,
Directrice générale des Douanes et Droits Indirects